

Evolutions de la méthode de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité

Date de la contribution : 24/09/2024

Introduction

3. Evolution des signaux tarifaires envoyés aux consommateurs

Question 1 : Avez-vous des remarques sur la méthode de calcul « d'empilement par option cible » envisagée par la CRE ?

Question 2 : Avez-vous des remarques sur la méthode de construction des tarifs par fixation d'un « ratio d'équilibre cible » envisagée par la CRE ?

Question 3 : A - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la méthode par homothétie pour les tarifs Base et HPHC en 2025 ? B - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer la méthode d'empilement par option cible à partir de l'année 2026 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Dans l'immédiat EDM n'est pas prête à ces changements. Elle ne s'y oppose pas a priori, mais leur application est techniquement impossible sans investissement majeur (injection 175 Htz) pour avoir un pilotage des options tarifaires.

Seuls les compteurs numériques pourront gérer des tarifs à multiples cadrans mais pour cela il faudra attendre qu'ils soient déployés et communicants.

En mars 2023, EDM a fait parvenir à la CRE son projet de saisine concernant le déploiement des compteurs numériques sur le territoire mahorais. A la demande de la CRE, le planning a été décalé pour une saisine prévue en novembre 2024 et une publication sur le deuxième trimestre 2025.

Remplacer des compteurs pour les rendre communicants nécessite la création d'un lot spécifique qui ne s'inscrit pas dans la logique industrielle qu'EDM envisage pour le déploiement. Il s'agirait de rechercher et remplacer des compteurs épars puis équiper les postes HTA BT de concentrateurs alors qu'ils ne seraient pas « saturés » en compteurs numériques ce qui ne nous permettrait pas d'assurer un bon fonctionnement de la chaîne communicante.

Ainsi EDM ne pourra pas répondre aux échéances de mise en extinction 2025 et 2026 car il faudrait être en mesure de pouvoir remplacer des compteurs ciblés, les rendre communicants et proposer des tarifs alternatifs à cette même échéance.

EDM ayant un projet de remplacement de l'ensemble du parc de compteurs en cours, il serait souhaitable d'attendre la fin du déploiement ou à minima d'avoir atteint un taux de déploiement proche de 100% (90% courant 2030) pour pouvoir réaliser ce changement dans des conditions équivalentes aux autres ELD et donc à moindre coût.

Question 4 : Partagez -vous l'analyse de la CRE qu'il est nécessaire de faire évoluer de manière progressive le niveau de l'option Tempo, et ceci dès 2025 ?

Question 5 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 18 kVA à 36 kVA à partir du mouvement tarifaire de février 2026 ?



Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDM est réservée quant à cette mesure puisqu'elle est techniquement impossible à mettre en application pour les raisons évoquées par ailleurs (pas avant 2030). Reporter de la charge de consommation sur des plages horaires creuses pour des clients résidentiels ayant des puissances élevées aurait tout son sens et pourrait être bénéfique pour l'équilibre offre demande. Toutefois ces profils sont quasi inexistant à Mayotte et l'impact de cette mesure n'en serait que très limité voire nul.

Question 6 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez -vous de conserver l'option Base pour les consommateurs de puissance souscrite 18-36 kVA ?

Question 7 : Êtes-vous favorable à la mise en extinction de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 9 kVA à 15 kVA, à partir du mouvement tarifaire de février 2025 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDM est réservée quant à cette mesure puisqu'elle est techniquement impossible à mettre en application pour les raisons évoquées par ailleurs.

Question 8 : Que pensez-vous de faire un bilan de la mise en extinction de l'option Base des TRVE pour les puissances souscrites 9-15 kVA d'ici 3 ans, dans la perspective d'une éventuelle suppression dans 4 à 5 ans ? et d'envisager à terme une suppression ?

N'ayant techniquement pas la possibilité de mettre en œuvre cette mesure à EDM dès février 2025, EDM ne pourra pas réaliser de bilan à l'échéance prévue. EDM est toutefois intéressée par le REX de cette expérimentation.

Question 9 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez -vous conserver l'option Base pour les nouveaux consommateurs de puissance souscrite 9-15 kVA ?

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'expérimentation, au sein des TRVE, d'une offre proposant un tarif plus bas toutes les heures de l'année, sauf pendant les périodes les plus tendues du système électrique (quelques heures en journée le matin et le soir, pendant les mois d'hiver), avec éventuellement des heures super creuses la nuit et le week-end ?

Favorable

Commentaire :

EDM se dit favorable à cette mesure qui permettra de moduler la charge en fonction de notre capacité de production.

EDM attire l'attention de la CRE sur la différence de profils entre la métropole continentale et les ZNI et souhaiterait que des plages spécifiques soient appliquées, en cohérence avec les spécificités du territoire.

Question 11 : Voyez -vous d'autres évolutions permettant de mobiliser la flexibilité des consommateurs du secteur résidentiel ?

Effacements total ou partiel des petits consommateurs en contrepartie de tarifs attractifs hors périodes de pointe

Rémunérer de manière attractive l'alimentation des clients par la batterie des voitures

Inciter les clients à faire de l'autoconsommation

Question 12 : Si les résultats de l'expérimentation de la nouvelle option proposée par la CRE sont concluants, êtes-vous favorable à une éventuelle évolution de l'option Base vers cette option ?

4. Méthode de construction des TRVE pour les sites souscrivant des puissances supérieures à 36 kVA

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'utilisation des profils ENT1 et ENT3 pour la construction des TRVE sup 36 kVA pour l'année 2025 ?

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit en utilisant les consommations du portefeuille des consommateurs souscrivant aux TRVE sup 36 kVA à partir de l'année 2026 ? Ou préférez-vous l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit à partir d'une agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux ou par les fournisseurs ?

Question 15 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs en basse tension sup 36 kVA ?

Question 16 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs haute tension ?

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer une méthode de calcul identique pour les TRVE sup 36kVA et inf 36kVA à l'exception des composantes suivantes : coûts d'acheminement, coûts de commercialisation, coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

Question 18 : Êtes-vous favorable aux modalités de prise en compte des coûts d'acheminement dans les TRVE supérieurs à 36 kVA envisagées par la CRE ?

Question 19 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir comme référence de coûts commerciaux des TRVE sup 36 kVA, pour l'année 2025, les coûts de commercialisation des TRVE bleus non résidentiels ?

Question 20 : Êtes-vous favorable à la période de lissage envisagée par la CRE pour le coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

5. Autres évolutions concernant la méthode de fixation des tarifs réglementés de vente d'électricité

Question 21 : Êtes-vous favorable à une date d'évolution des TRVE au 1er janvier de chaque année dans le cadre de la fin de l'ARENH ? Si oui, êtes-vous favorable à une modification de la date d'évolution dès le mouvement tarifaire de janvier 2026 ?

Question 22 : Que pensez-vous de la proposition de la CRE d'inclure une brique supplémentaire liée à l'exposition des fournisseurs alternatifs au spread bid-ask lors de la participation aux marchés de gros ?

Question 23 : La méthode de prise en compte de l'exposition au spread bid-ask proposée par la CRE vous semble-t-elle refléter les coûts portés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quel niveau du paramètre X vous semble adapté pour refléter les coûts supportés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quelle méthode alternative proposeriez-vous ?

Question 24 : Si vous êtes un fournisseur alternatif ou un agrégateur agissant pour le compte d'un fournisseur alternatif, retranscrivez-vous ces frais dans vos offres de fourniture ? Si oui, par quelle méthode ?



Question 25 : Si vous êtes un fournisseur d'électricité, quelle structure de marge adoptez-vous pour couvrir les risques quantifiables et non quantifiables pesant sur votre activité ?

Question 26 : Quel serait selon vous le niveau de couverture des risques à intégrer dans la rémunération normale des TRVE applicable en 2026 ?

Question 27 : A l'issue de la crise énergétique considérez -vous que la modélisation du risque thermosensibilité de la CRE répond toujours correctement aux besoins des fournisseurs, en reflétant fidèlement les surcoûts supportés ? Dans le cas contraire, quelles propositions d'évolution de la modélisation des surcoûts liés au risque thermosensibilité à intégrer au TRVE feriez -vous ?

Question 28 : Êtes-vous favorable à l'évolution de la définition du coût des écarts proposée par la CRE ?

Question 29 : Quel niveau du paramètre X proposeriez -vous afin de refléter au mieux les coûts supportés par un fournisseur alternatif répliquant la méthode d'approvisionnement du TRVE ?

Question 30 : A - Quelle référence de prix des CEE vous semble la plus adaptée pour une construction transparente et contestable des coûts commerciaux inclus dans les TRVE ? B - Quelles seraient les méthodes de calcul à appliquer à cette référence, en particulier s'agissant de la durée de lissage et des produits considérés ?